

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Arrêté préfectoral portant mise en demeure
à l'encontre de la Société Coopérative Agricole de Bonneval Beauce et Perche (CABBP)
pour une exploitation située sur la commune d'Illiers-Combray,
N° AIOT : 0010000096

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 512-46-23;

VU la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables et notamment l'article 13 ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 247 du 29 février 2000, des 25 octobre 2002 et 22 juillet 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 04 mai 2009 portant prescriptions pour l'exploitation de silos de stockages de céréales de la société CABEP sur le territoire de la commune d'Illiers-Combray ;

Vu l'arrêté préfectoral n°104-2024 du 02/12/2024 accordant délégation de signature au profit de M. Christophe HERIARD, sous-préfet de l'arrondissement de Dreux ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement, relatif à l'inspection menée le 22 janvier 2026 et transmis à l'exploitant par courrier du 5 mars 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le courrier en date du 5 mars 2026 informant l'exploitant des constats relevés, du projet d'arrêté de mise en demeure, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

VU les observations émises par l'exploitant les 16 mars et 30 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 22 janvier 2026, l'inspection des installations classées a constaté :

- l'absence de testeur de paratonnerre à dispositif d'amorçage (Pda) ;
- la présence excessive de poussière au niveau de la charpente du silo 2 dit "petit silo".

CONSIDÉRANT que l'absence de testeur de paratonnerre à dispositif d'amorçage (Pda) ne permet pas de vérifier que le circuit électronique interne d'un paratonnerre à dispositif d'amorçage est toujours fonctionnel, et constitue un manquement à l'article 13.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 mai 2009 ;

CONSIDÉRANT que l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 prévoit que « *tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler* » ;

CONSIDÉRANT que la présence de poussière, en quantité importante, peut conduire à de graves accidents (explosions) lorsque les poussières en suspension sont enflammées par une source d'énergie suffisante ;

CONSIDÉRANT la demande de l'exploitant d'un délai de 6 mois pour nettoyer la charpente, justifiée par la complexité technique de l'opération, qui impose un arrêt de l'activité et le recours à un prestataire spécialisé ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 13.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 mai 2009 ainsi que les articles 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société CABBP de respecter les prescriptions des articles précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir,

ARRÊTE

ARTICLE 1: La société Coopérative Agricole de Bonneval Beauce et Perche (CABBP), exploitant des silos de stockage de céréales sur le territoire de la commune de d'Illiers-Combray est mise en demeure de respecter les dispositions :

- de l'article 13.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 mai 2009 en procédant à la réfection du testeur de paratonnerre à dispositif d'amorçage (Pda) dans un **délai de 3 mois**, à compter de la notification du présent arrêté ;
- de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 en procédant au nettoyage de la charpente du silo 2 dit « petit silo » dans un **délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : TRANSMISSION DES DOCUMENTS UTILES

L'exploitant transmet au Préfet d'Eure-et-Loir et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 3 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé-recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchique auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 5 : NOTIFICATIONS-PUBLICATIONS

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une période minimale de 2 mois conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.
- 3) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le

01 JUIN 2026

Le Préfet,
Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Agnès BONJEAN

